

LES LIEUX DE LA CULTURE COMMERCIALE FRANCOPHONE :
Le point de vue de Willy CLIJSTERS, Professeur à HEC du Limburg

Monsieur Lauginie, je vous remercie. Je voudrais donc vous parler d'un cas bien concret, puisqu'évidemment ma compétence se limite à notre pays, plutôt à notre région, à savoir le cas de la Flandre comme cas atypique, je vous laisse le jugement à vous-mêmes.

D'abord quelques chiffres pour bien savoir de quoi je vais parler. La Flandre fait partie de l'actuel royaume de Belgique qui couvre 30 000 km² et fait à peu près 10 millions d'habitants. Nous avons un pays régionalisé comptant trois régions et trois communautés autonomes en matière de culture. Les régions sont la Flandre : 5 800 000 habitants à peu près ; la Wallonie : 3 200 000 habitants, y compris 67 000 germanophones des cantons de l'Est qu'on a pris après la première guerre mondiale ; et puis Bruxelles, aussi avec à peu près 1 million d'habitants. À comparer donc, la région parisienne fait au total presque le même nombre d'habitants. Les trois communautés sont la communauté germanophone, la plus petite, ayant quand même trois ministres, 67 000 habitants, puis presque 4 millions de francophones, et 6 millions de néerlandophones.

Alors, quelle est l'importance économique, parce que là j'arrive au sujet de cet exposé, quelle est l'importance économique de ces différentes régions ? Le produit intérieur brut en 88 faisait 5 099 milliards de francs belges, donc 822 milliards de francs français, dont la région flamande assurait 59 %, la région Wallonne 26 %, et le reste pour Bruxelles. Qu'est-ce que ça veut dire dans le domaine de l'exportation ? C'est là que nous allons nous rapprocher de la France. La région flamande assure 73 % de l'exportation, la région Wallonne 21 %, et le reste, 6 % à peu près, c'est pour Bruxelles. Les chiffres viennent d'une source non contestée, l'Institut National de la Statistique de Belgique. Les principaux partenaires commerciaux de la Belgique, et je parle d'abord de nos clients, c'est d'abord la France, avec 131 milliards d'achats en Belgique, suivie de la RFA et des Pays-Bas. Les Pays-Bas : 88 milliards de francs français. Alors la France nous fournit également une série de produits, mais là, malheureusement pour elle, elle n'occupe pas la première place, elle est précédée d'abord de la RFA, puis des Pays-Bas, pour occuper la troisième place avec 94 milliards de francs français d'exportation en Belgique. Autre élément intéressant dans ce contexte, c'est le rôle qu'occupe la France, la place qu'occupe la France comme pays des vacances des Belges. Alors, le concept vacances, parce qu'il faut donner une définition claire d'un terme ici, c'est donc un séjour de 4 nuitées de suite au moins. Alors là on voit que si on interroge les Belges en général, la France occupe la première place, pour 20 % des Belges, c'est le cas, suivie de la côte belge : 18 %, de l'Espagne : 13 %, les Ardennes, chez nous alors : 9 %, et l'Italie : seulement 7 %. Si on compare ça avec les Flamands, parce que vous allez me dire, les Wallons c'est évident qu'ils passent en France, ils parlent la même langue, pour les Flamands ce sont quand même presque les mêmes pourcentages, avec une légère différence, c'est là la côte belge qui occupe la première place : 18 %, suivie de la France : 16 %, de l'Espagne : 13 %, des Ardennes : 8 %, et de l'Autriche : 6 % à peu près.

Je crois que ces deux types de chiffres soulignent suffisamment l'importance des liens économiques que nous entretenons avec la France. Pour en arriver alors à la situation linguistique, la Belgique est donc un pays, pour certains qui ne le savent pas, trilingue, dont chaque région est unilingue. Malentendu qui existe un peu partout sur cette planète, parce qu'on croit que les Belges sont tous au moins bilingues, qu'ils parlent tous au moins deux langues, ce qui n'est pas le cas. Les habitants de la Wallonie sont francophones, ils parlent le français, et après le néerlandais comme langue étrangère, comme les Français apprennent

l'anglais. Les habitants de la Flandre sont néerlandophones, parlent donc la même langue, le même idiome que les habitants des Pays-Bas, mais avec un accent légèrement différent, et un vocabulaire différent par endroits.

Vous n'avez qu'à comparer le français des Wallons avec le français par exemple de Paris, et même à l'intérieur de la France, il y a des différences. Et puis il y a les habitants de Bruxelles où vous trouverez 80 % de francophones à peu près, et 20 % de néerlandophones, chiffres évidemment contestés des deux côtés, qui sont d'ailleurs pour la plupart bilingues, donc se débrouillent, disons, dans les deux langues nationales, comme c'est le cas pour les habitants des cantons de l'est qui sont donc germanophones par naissance, mais qui suivent un enseignement en français, et donc après l'enseignement secondaire, sont tous parfaitement bilingues. Quelle est alors la situation du français en Flandre, parce que c'est de cette région que je voudrais parler?

J'ai donc dit que là, le français c'est une langue étrangère, qui doit être apprise dans le milieu institutionnel qui est l'école, puisque les milieux où s'acquiert un bilinguisme précoce, c'est-à-dire avant l'âge scolaire, sont devenus très rares. On a connu ça, mais ces milieux ont presque disparu, à la suite d'une série de lois qui ont été acceptées, d'abord pour l'enseignement avec la loi sur la néerlandisation de la "Rex Universited Gand" université de l'État de Gand en 1930 seulement, puis la néerlandisation de l'administration en 1932, et de l'armée juste avant la dernière guerre en 1938. Maintenant donc, on l'apprend à l'école, comme les jeunes Français, je le répète, apprennent l'anglais. Se pose donc la question pour un Flamand de notre région : est-ce qu'il est utile d'apprendre à maîtriser le français ? Alors là, j'ai eu le plaisir de participer à beaucoup de recherches sur le sujet, puisque je suis professeur de français, donc je dois défendre le travail de mes collègues, il peut y avoir une motivation socioculturelle, nous pensons par exemple aux excursions touristiques, rappelez-vous la place que tient la France dans la destination touristique des Belges et des Flamands, ou aussi comme on dit très souvent, pour la formation générale de l'élève, le français étant considéré par les Flamands comme une langue très difficile. Pour les Français, peut-être également. Pour la plupart des Flamands quand même, les motifs sont essentiellement d'ordre professionnel. Alors là aussi on constate une évolution. Jusqu'avant la régionalisation du secteur public, en 1988 seulement, donc il y a seulement 3 ans de cela, le secteur public était national. Pour les postes nationaux on demandait donc une bonne connaissance de la deuxième langue nationale. Maintenant, les fonctionnaires nationaux sont une espèce menacée. D'eux, quand même, tout comme le personnel bruxellois, on continue toujours à exiger le meilleur bilinguisme possible, mais là un réel problème commence à se manifester. On constate de plus en plus que le taux de réussite aux examens de la deuxième langue nationale, pour les Flamands donc le français, pour les Wallons, le néerlandais, chute. En 69 par exemple, les Flamands qui se présentaient pour le niveau élémentaire de français, c'est un peu différent suivant le niveau de la fonction, avaient un taux de réussite de 61 %. Dix années plus tard, ce chiffre est devenu 40 %. Alors il s'est stabilisé plus ou moins à ce niveau-là. Pour les Wallons, c'est encore plus dramatique. En 69, presque la moitié des Wallons réussissait pour les examens de néerlandais ; dix années plus tard, c'est devenu 30 %. Dans le secteur privé alors, quelle est la situation ? Là, on a eu un décret depuis la communautarisation, le décret de 73 qui règle l'utilisation des langues dans les entreprises. Quand même, depuis la fin des années 70, plusieurs études ont été faites pour savoir quelle était la situation sur le terrain, et tous les auteurs arrivent à la même conclusion : si les langues sont dotées d'un coefficient d'importance, et quelle que soit la taille de l'entreprise, le français obtient toujours le coefficient 3, suivi de l'anglais qui a le

coefficient 2, et de l'allemand qui a le coefficient 1. Parfois il y a une légère différence. Par exemple, dans ma région, le Limburg, le nord-est de la Belgique, il a été mené une enquête dans les PME et on constate que le français occupe toujours la première place, mais suivi de l'allemand, en raison de la proximité de l'Allemagne, c'est seulement à une trentaine de kilomètres de chez nous, et seulement à la troisième place, l'anglais. Ces données sont encore soulignées par une enquête qui a été menée à Bruxelles auprès de jeunes diplômés en économie, pour savoir quels étaient les problèmes que les entreprises constataient auprès de ces diplômés. C'est un bilan bien sombre, et on parle de bien tristes faiblesses, avec en tête, pour les jeunes Flamands donc qui ont un diplôme d'économie, la compétence orale en français citée par 90 % des entreprises, suivie à la deuxième place par la production écrite en français : 84 % des entreprises. Et on peut constater que parmi les 10 problèmes de tête, il y a 6 plaintes qui se rapportent à l'insuffisance dans le domaine de l'utilisation des langues. Quelle est alors la situation du français dans l'enseignement chez nous ? Vous allez me dire : "Bon, si la situation est telle, on doit attacher une importance capitale à l'enseignement du français comme langue étrangère dans l'enseignement des Flamands." Depuis la loi de 63, au niveau primaire, c'est-à-dire chez nous pour les enfants de 6 à 12 ans, il y a dans les deux dernières années, au total 2 à 2 heures et demies de cours de français, ce qui fait que les élèves de 12 ans ont déjà eu 120 à 150 heures de français. Puis ils entrent au niveau secondaire. Dans l'enseignement secondaire général, traditionnellement on enseigne obligatoirement trois langues étrangères : le français d'abord, comme deuxième langue nationale, comme première langue étrangère, puis l'anglais, puis l'allemand ou une autre langue étrangère. Avec l'enseignement rénové, on a connu la liberté du choix de la première langue étrangère, mais les Flamands sont bien réalistes, cette liberté n'a jamais connu beaucoup de succès. À l'introduction de cette nouveauté, ça veut dire l'année scolaire 81-82, à peu près 8 % des élèves ont opté pour l'anglais. Et puis progressivement, ce chiffre s'est effrité pour tomber à 1,5 % en 87-88. Actuellement l'anglais a presque disparu partout comme première langue étrangère. Vous allez me dire : "C'est très bien pour le français", mais il y a un hic. Malheureusement le nombre d'heures de français dans l'enseignement a diminué progressivement, pas en faveur de l'anglais, mais en faveur de cours techniques, et je ne vais pas citer le cas de l'informatique. Dans certaines sections, on a même vu diminuer d'un tiers les heures de français. D'où une série d'actions qui ont été menées sur le terrain pour motiver les jeunes Flamands à faire des efforts pour le français en dehors des leçons de français. Comme par exemple le concours pour lequel nous avons pris l'initiative en 88, et qui à l'automne, a connu plus de 3 000 participants ou la publication d'une plaquette qui a été faite pour défendre la cause du français dans l'enseignement, et qui a été éditée par le Comité de liaison des Associations de professeurs de français. Voilà pour l'enseignement secondaire. Quelle est la situation dans l'enseignement supérieur ? Évidemment, il y a des filières où il y a beaucoup de langues, philologie, "régenda" comme on appelle chez nous les formations pour les professeurs des trois premières années du secondaire, la filière des traducteurs-interprètes, c'est évident là que le français occupe une place importante. Dans d'autres filières, la filière d'économie par exemple, il y a les formations courtes chez nous : là le français ou l'anglais font partie intégrante du programme. Dans les formations longues, universitaires, les langues ont un statut bien précaire. Quelle est la situation dans la société ? On constate, à la suite de toutes ces réformes, que le niveau du français a baissé par rapport à il y a une vingtaine d'années. Les examens nationaux le prouvent incontestablement. Mais il est tout aussi évident que, grâce à la démocratisation de l'enseignement et au prolongement de la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans depuis quelques années, plus de

jeunes ont une certaine connaissance de la deuxième langue nationale. La qualité de l'enseignement du français chez nous n'est certainement pas inférieure à celle des autres pays limitrophes de la France. Mais la motivation culturelle a incontestablement diminué à la suite de la prépondérance écrasante de l'anglais. La langue de Shakespeare chez nous jouit d'une image très positive, surtout auprès des jeunes, grâce à une dominance étouffante dans le monde de l'amusement et des médias. En plus, et ceci est typique de la situation flamande, elle ne porte pas ce lourd fardeau historique, et ne subit pas l'influence négative des querelles linguistico-régionales, et vous en connaissez certainement. Souvent d'ailleurs l'anglais sert de refuge pour éviter que le démon linguistique resurgisse. Vous connaissez un terme comme "télécarte", chez nous ça n'existe pas, c'est pour toute la Belgique le terme "telecard", c-a-r-d à la fin. Et je peux vous donner d'autres exemples. Le bilinguisme, alors je parle de français-néerlandais, voire le trilinguisme, s'impose quand même à toujours plus de niveaux et dans toujours plus de secteurs comme un facteur de qualification décisif. Dans le circuit alternatif d'apprentissage des langues, les cycles de français connaissent un succès fou, comme en témoignent les nombreux cours d'été, il y a beaucoup de Flamands qui pendant les vacances viennent en France pour faire un cours ou un stage d'été, les écoles du soir de langue, les cours qui sont organisés par le VDAB chez nous, donc l'équivalent de votre ANPE, les stages de promotion sociale, et ainsi de suite. Le français qui chez nous a longtemps été un moyen d'intégration et d'assimilation, au moins pour une certaine couche intellectuelle flamande, est devenu actuellement un instrument précieux pour le développement culturel, économique éventuellement de l'individu mais certainement de la communauté.

Dans son ensemble la Flandre, et les Flamands qui sont les plus Bourguignons du nord comme on dit très souvent, ont conservé une grande sympathie pour les Français et la France, comme le prouve d'ailleurs une enquête qui a été faite par la SABEMA pour "l'Express" en juillet dernier, demandant le jugement de vacanciers flamands sur les habitants des pays où ils passaient leurs vacances. Les Français occupent la deuxième place, après les Suisses, avant les Allemands, et loin avant les Américains. Il y a également comme preuve des échanges commerciaux, historiques et intensifs, j'ai cité des chiffres, le fait par exemple que dans notre région qui est le nord-est de la Belgique, nous avons sur la chaîne de télévision, sur le câble de télévision, cinq chaînes francophones. Les autorités françaises à l'étranger, je crois, et l'exemple de la Flandre que je prends, devraient soutenir des initiatives locales pour stimuler la présence française et sa langue à l'étranger. Et à titre d'initiatives réussies, je pourrais rappeler par exemple ici, les actions du Bureau Pédagogique de l'Ambassade de France. Une opération comme "Frantz", la plaquette dont je viens de parler, qui a donc été publiée avec le soutien financier de l'Ambassade de France. Il y a certainement de nouvelles chances qui se présentent, puisque les premières réactions contre le raz-de-marée anglo-saxon commencent à se manifester, même chez nous, où on parle une langue germanique. Il y a déjà des réactions qui se manifestent dans les milieux académiques, et qui recourent les activités des commissions de terminologie françaises pour créer des équivalents néerlandais pour les termes anglo-saxons. Il y a donc de nouvelles chances qui vont certainement se présenter pour le français.

Le tableau que je viens de dresser ne témoigne certainement pas d'un optimisme sans partage, mais je crois qu'il n'est pas non plus imprégné de sinistrose. C'est ma profonde conviction que la situation actuelle des Français en Flandre est très encourageante. Les Flamands, qui ont un sens inné du pragmatisme, sont bien conscients que pour garder la meilleure chance dans la vie économique, il faut maîtriser la deuxième langue nationale qui

est le français, même avant l'anglais. Et ça c'est la sincère conviction de beaucoup de jeunes Flamands également. On apprend une langue si on y trouve un certain intérêt, et cet intérêt est manifeste pour les Flamands. Cet intérêt de nos jours, pour la plupart des gens, est surtout économique, et je me rappelle un slogan de la mercatique, que je traduis ici en français: "Vendez dans la langue du client, achetez dans votre propre langue". Merci.